



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU PAS-DE-CALAIS

SOUS-PREFECTURE DE LENS

Bureau du Service au Public

25 rue du 11 Novembre

62307 LENS

Tél ; 03.21.13.47.00

Fax : 03.21.13.47.29

Le numéro W624001916

est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de MODIFICATION

de l'association n° W624001916

Ancienne référence

de l'association :

2498

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

LE SOUS-PREFET DE LENS

donne récépissé à **Madame la Présidente**

d'une déclaration en date du : **18 juillet 2014**

faisant connaître le(s) changement(s) suivant(s) :

DIRIGEANTS, SIEGE, STATUTS

dans l'association dont le titre est :

COMITE DEPARTEMENTAL HANDISPORT DU PAS DE CALAIS

dont le nouveau siège social est situé : Maison des Sports

9 rue Jean Bart

62143 Angres

Décision(s) prise(s) le(s) : **24 mai 2014**

Pièces fournies :
liste des dirigeants
Procès-verbal
Statuts

Lens, le 21 juillet 2014

Le Sous-Préfet



Pour le Sous-Préfet de Lens
Le Chef de Bureau

Jean-Michel PEROT

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5,6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés. Les modifications et changements seront, en outre, consignés sur un registre spécial qui devra être présenté aux autorités administratives ou judiciaires chaque fois qu'elles en feront la demande.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.